

## TÉLÉPHONIE MOBILE

# La 3G+ et le paiement des factures lancés dès le mois prochain

**Le gouvernement compte lancer la téléphonie mobile de troisième génération 3G, dans sa version 3G+, courant premier trimestre 2013, ainsi que le paiement des factures par mobile dès la fin janvier 2013. En outre, Algérie Télécom pourrait bénéficier de l'accompagnement du Fonds national de l'investissement (FNI).**

**Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir)** – Attendu depuis plus d'une année, le paiement des factures téléphoniques et autres par mobile, M-Payment, devrait être opérationnel dès la fin janvier 2013. C'est ce que le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication (MPTIC) a assuré, hier, au Cyberparc de Sidi Abdallah (Zéralda) où il réunissait les cadres de son secteur.

Selon Moussa Benhamadi, les premières applications du M-Payment devraient être opérationnelles rapidement sur la base d'une plateforme électronique à laquelle collaborent les entreprises publiques Mobilis, Algérie Télécom et Algérie Poste. Et cela même si d'autres opérateurs (privés s'entend) peuvent participer à cette nouvelle prestation.

Justifiant le retard mis par Mobilis pour lancer cette formule, même si l'opérateur mobile public a déjà lancé l'offre Racimo, Moussa Benhamadi a mis en avant le facteur d'ordre mental, la «peur» qui inhibe nombre de cadres de son secteur, bridés par la crainte de la pénalisation de leur gestion. Et c'est ce qu'il avait également mis en avant lors de son allocution

d'ouverture de la rencontre, précédée la veille par la tenue de plusieurs ateliers de travail. Ainsi, le ministre de la Poste et des TIC n'avait pas manqué de déplorer des insuffisances criantes en matière de service public et de satisfaction des besoins des citoyens en télécommunications et services postaux, malgré les réalisations et les avancées constatées dont il estime qu'il ne faut pas se prvaloir indûment.

Ainsi, Moussa Benhamadi avait relevé que «malgré tous les efforts, il y a lieu de relever que la prise de conscience des enjeux reste insuffisante, et ce, bien que l'environnement réglementaire soit quelque peu contraignant et que certaines actions ne nécessitent pas de ressources importantes». Et dans la mesure où les entreprises économiques publiques doivent «améliorer leurs compétences et leurs outils stratégiques en matière d'expertise économique et financière», au titre d'un contrat de performance conclu avec l'Etat en 2009 et devant expirer en 2013 et qui «consolide leur statut d'entreprise publique économique et contribue au développement socioéconomique à l'échelle nationale».



Moussa Benhamadi

Or, laisse-t-il entendre, ce contrat manque d'être respecté totalement, les entreprises sectorielles peinant à «consolider la culture de l'économie de marché et la compétitivité». Voire, nombre de décisions prises lors des visites d'inspection ne sont pas appliquées, Moussa Benhamadi mettant en cause une certaine «paresse» constatée au niveau local.

Ce qui soulève la nécessité d'une meilleure réactivité, implication de ces cadres dans le contexte où les défis de la résorption de la fracture numérique et technologique et la généralisation de l'accès au haut et très haut débit à des coûts abordables se posent avec acuité ainsi que les défis de la libéralisation induits par l'adhé-

sion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Pour autant, l'Etat compte encore soutenir le développement d'Algérie Télécom qui pourrait bénéficier de l'«accompagnement» du Fonds national de l'investissement (FNI) en cas d'absence de ressources financières.

Et d'autant qu'un appel à manifestation d'intérêt a été lancé en vue d'attirer des opérateurs aptes à accompagner Algérie Télécom dans le développement de son réseau et l'amélioration de ses services.

Par ailleurs, Moussa Benhamadi a confirmé la volonté du gouvernement de lancer commercialement la téléphonie mobile de troisième génération, au moins dans

sa version 3G+, dès le prochain trimestre. Justifiant ce choix par rapport à celui de la téléphonie mobile de quatrième génération (4G) et soucieux de récuser toute analyse et expertise infondées, le ministre de la Poste et des TIC a indiqué que l'option 4G aurait posé un problème de coût pour les citoyens mais aussi pour les opérateurs, ainsi que la nécessité pour ces derniers d'investir davantage alors qu'ils ont déjà investi pour la 3G, la mise en place d'infrastructures et de fréquences spécifiques plus importantes. D'où le choix du gouvernement pour la 3G+, une offre intermédiaire entre la 3G et la 4G, selon Moussa Benhamadi, qui laisse toute latitude aux opérateurs d'opter pour la 3G.5, la 3G.8 ou la 3G.9 même si cette dernière se rapproche de la 4G.

Et cela même si le développement de la téléphonie fixe pourrait croître grâce à la norme de réseau mobile LTE (long terme évolution) dont Algérie Télécom bénéficie déjà. Explicite, le ministre des TIC a indiqué que l'appel d'offres relatif à la 3G+ devrait être lancé au début de l'année 2013, dès la finalisation de l'étude confiée à un groupe de travail multisectoriel et son examen par l'Exécutif, d'autant que cette question revêt un caractère intersectoriel, national. Par la suite, les offres commerciales de 3G seront lancées dès la fin du premier trimestre 2013, indique-t-il.

C. B.

## ASSOCIATION DE PROTECTION DES CONSOMMATEURS

## «La portabilité du numéro de téléphone est un droit»

**L'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement a présenté, hier, une série de revendications en direction des opérateurs de téléphonie sur les droits des consommateurs de services téléphoniques.**

**F-Zohra B. Alger (Le Soir)** - Les représentants de l'association ont principalement revendiqué le droit des abonnés à garder leur numéro de téléphone en cas de changement d'opérateurs. «On ne veut pas faire office d'intermédiaires entre les opérateurs et l'ARPT, la liberté d'aller vers un opérateur à un autre doit être acquise aux abonnés.

Toutefois, le consommateur est devenu prisonnier de l'opérateur», a déclaré M. Menouar Hacène, le chargé de la communication de l'association, notant que la portabilité et itinérance est un nouveau concept signifiant principalement le droit de garder le numéro de téléphone initial. Les experts réunis hier ont débattu de la possibilité de mettre ces deux services sur le marché. Pour sa part, Younès Grar, consultant en technologie de l'information et de la communication, évoquera les qualités médiocres des services aussi bien concernant l'internet que la téléphonie mobile.

L'expert soulignera le fait que les consommateurs ont droit à la portabilité ou de garder leur numéro de téléphone en cas de changement d'opérateur. «Le numéro,

dès qu'il nous est attribué, nous appartient, il n'appartient plus à l'opérateur et nous avons le droit de le garder. La portabilité s'applique aussi au téléphone fixe», précise l'expert. Il dira aussi que pour l'Algérie, l'opération n'est pas facile et prendra du temps bien

que les consommateurs la demandent. Il imputera cette situation à la volonté des opérateurs de garder leurs abonnés. «C'est aux abonnés de revendiquer ce droit et c'est aux autorités algériennes de faire en sorte que les opérateurs respectent ce droit des abonnés. Il s'agit notamment de l'ARPT et du ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication», Insiste Younès Grar. Pour M. Harizi Zaki, prési-

dent de la Fédération algérienne des consommateurs, il est urgent que les opérateurs de téléphonie mobile se penchent sur l'amélioration des services fournis aux abonnés. Il dira ainsi que la préoccupation de l'association ne s'arrête pas à l'alimentaire, mais s'étend à l'ensemble des autres domaines de consommation qui s'adaptent aux besoins du consommateur moderne. «Les opérateurs doivent avoir un tableau de bord et faire

régulièrement des sondages sur la perception de leurs services par les consommateurs», a déclaré l'intervenant qui évoquera, notamment, le service du roaming, les tarifs de communication, la sécurité et la confidentialité des communications, les publicités mensongères, ainsi que les coupures de lignes aussi bien à la réception qu'à l'émission en cas de non-paiement de la facture.

F.-Z. B.

## LOGEMENTS

## À quand les formules locatives ?

**Les Algériens ne peuvent pas tous prétendre aux différentes formules mises en place pour l'acquisition d'un logement. La construction de logements destinés à la location serait, selon les spécialistes, la solution idéale pour parer au problème.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Les spécialistes invitent les pouvoirs publics à orienter leur politique de logement vers les programmes de location. Cette formule d'accès au logement, disent-ils, qui répond à un besoin immédiat, est aussi un moyen d'aide aux citoyens à revenu moyen.

Cette proposition est faite par A. Zeroual Lotfi, architecte agréé, qui s'exprimait, hier, lors d'une conférence de presse sur les promotions immobilières organisée par le quotidien *DK News*. Il estime que l'acquisition d'un logement

est une projection future. Selon lui, cette acquisition doit être perçue en tant que dernier recours. Le spécialiste estime, par ailleurs, que «la distribution gratuite des logements conduira le pays vers la faillite». L'intervenant s'est interrogé sur la valeur d'un logement acquis gratuitement.

«L'Etat a mis les moyens mais, ne s'est pas inquiété de l'avenir de ces biens», a indiqué le conférencier. Selon lui «l'Etat a, certes, mis beaucoup de moyens dans les programmes de réalisation de logements, mais les objectifs ne sont pas encore là».

Le spécialiste appelle les pouvoirs publics à associer les experts dans cette politique. «Ça sera une louable initiative», a estimé l'architecte, qui s'est interrogé : «Pourquoi le permis de construction n'est pas systématiquement accompagné d'un permis d'assainissement et d'électricité ?» Il ajoutera également que la

non-intégration des moyens technologiques dans le secteur, permettant d'avoir un fichier électronique des acquéreurs, a converti l'Algérien en «un rentier».

De son côté, Hassina Hammache, experte en construction, a rappelé que la prolifération de promoteurs immobiliers a généré de graves dépassements. Une situation qui, selon elle, a contraint les pouvoirs publics à réglementer la profession en 1993. D'où l'introduction d'un décret obligeant toute personne voulant intégrer la profession de promoteur immobilier, d'obtenir un agrément auprès du ministère de l'Habitat.

Côté chiffres, les intervenants ont estimé qu'un million de logements demeure «un exploit». Reste, cependant, à améliorer le côté qualité des constructions dont la majorité répond à un seul mode architectural.

S. A.